

## **MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**

### **Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) marché n°26-02**

en date du 16/10/2025

#### **Objet du marché :**

Prestations de services de gestion documentaire et de veille pour le Laboratoire d'innovation  
et de ressources en éducation (LIRE) de France Éducation international

**Code CPV :** 72512000-7 : Services de gestion de documents

Le présent CCAP comporte 17 articles.

## Sommaire

<b>1</b>	<b>TERMINOLOGIE .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>OBJET ET PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
2.1.	Objet du marché.....	3
2.2.	Procédure de passation.....	3
<b>3.</b>	<b>FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>4.</b>	<b>PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>5.</b>	<b>DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXÉCUTION.....</b>	<b>3</b>
5.1.	Durée du présent marché.....	3
5.2.	Délais d'exécution .....	4
<b>6.</b>	<b>CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS.....</b>	<b>4</b>
6.1	Conduite de l'exécution des prestations par le titulaire et procédure de remplacement.....	4
<b>7.</b>	<b>PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
7.1.	Contenu des prix .....	4
7.2.	Nature et forme des prix.....	4
7.3.	Révision des prix .....	4
<b>8.</b>	<b>PÉNALITÉS .....</b>	<b>5</b>
8.1.	Pénalités de retard.....	5
8.2.	Pénalité pour travail dissimulé.....	6
<b>9.</b>	<b>MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>6</b>
9.1.	Dispositions générales .....	6
9.2.	Modalités d'établissement des factures.....	6
9.3.	Transmission des factures.....	6
9.4.	Nantissement ou cession de créances.....	7
9.5.	Échéancier et conditions de paiement.....	7
<b>10.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>11.</b>	<b>ASSURANCES .....</b>	<b>8</b>
<b>12.</b>	<b>CONFIDENTIALITÉ, SECRET PROFESSIONNEL, SÉCURITÉ DE L'INFORMATION .....</b>	<b>8</b>
12.1.	Confidentialité et secret professionnel.....	8
12.2.	Sécurité de l'information .....	9
12.3.	Protection des données à caractère personnel .....	9
<b>13.</b>	<b>PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>9</b>
<b>14.</b>	<b>CODE DU TRAVAIL.....</b>	<b>9</b>
<b>15.</b>	<b>RÉSILIATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>10</b>
15.1.	Application du chapitre 7 du CCAG-FCS.....	10
15.2.	Changements de situation au regard des interdictions de soumissionner.....	10
15.3.	Manquement constaté par la CJUE .....	10
<b>16.</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>10</b>
<b>17.</b>	<b>DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>10</b>

## 1 TERMINOLOGIE

**Acheteur** : désigne France Education international acheteur au sens du CCP et agissant en tant que pouvoir adjudicateur.

**CCP** : code de la commande publique.

**Titulaire** : désigne l'entreprise ou groupement d'entreprises à qui est attribué le marché.

## 2 OBJET ET PROCÉDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

### 2.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des Prestations de services de gestion documentaire et de veille pour le Laboratoire d'innovation et de ressources en éducation (LIRE) de France Éducation international.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°26-02)

### 2.2. Procédure de passation

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire qui s'exécute par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il ne comporte pas de montant minimum et un montant maximum de 160 000 € HT pour la durée du marché.

Il n'est pas alloti car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## 3. FORME DU MARCHÉ

L'accord-cadre à la forme d'accord-cadre mono-attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément aux articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1, R.2162-2, R.6162-13 et R. 6162-14 du code de la commande publique.

Les prestations sont rémunérées par l'application d'un prix unitaire aux quantités réellement exécutées par référence au bordereau de prix prévu à l'annexe financière.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 160 000 € HT.

Il n'est pas alloti car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-après par ordre décroissant de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (offre financière renseignée) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
4. Le cahier des clauses administratives générales des fournitures courantes et services (CCAG-FCS) annexe de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services ;

L'offre du titulaire dans toutes ses parties complétant les pièces ci-dessus, sans les contredire.

## 5. DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAI D'EXÉCUTION

### 5.1. Durée du présent marché

Le présent marché est conclu pour une durée ferme **d'un (1) an** à compter de la date de sa notification au titulaire. Il est reconductible **trois (3) fois** pour une durée d'**un (1) an**.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si l'acheteur ne désire pas reconduire le marché, il en informe le titulaire par tout moyen permettant une traçabilité au moins **un (1) mois** avant la date de fin de la période en cours.

## **5.2. Délais d'exécution**

Les exigences en termes de délais figurent dans le CCTP et sont éventuellement complétées par des engagements du titulaire dans son offre.

## **6. CONDUITE DES PRESTATIONS – INTERLOCUTEURS**

### **6.1 Conduite de l'exécution des prestations par le titulaire et procédure de remplacement**

Le chef de projet désigné par le titulaire est dédié à la mise en place, au suivi des prestations d'assistance technique. Il est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour toutes les questions relatives à l'exécution des prestations spécifiées dans le CCTP.

Sauf cas de force majeure, le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations, l'équipe présentée dans son offre. Le titulaire confirme à l'acheteur, lors de la réunion de lancement du marché, la composition de son équipe. Il communique les noms et coordonnées de la personne et de son suppléant qu'il désigne comme interlocuteurs dédiés de l'acheteur.

En raison de la nature même des prestations et de la nécessaire continuité des interlocuteurs de l'acheteur durant l'exécution du marché, le titulaire doit aviser immédiatement l'acheteur des changements affectant son équipe ou de tout événement pouvant interrompre la continuité des prestations même temporairement.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. À ce titre, obligation est faite au titulaire de présenter un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur, dans un délai maximum d'une semaine à compter de l'avis indiqué ci-dessus.

Si l'acheteur récusé le remplaçant désigné, le titulaire dispose d'une semaine supplémentaire pour proposer un remplaçant. Le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de la communication indiquée ci-dessus.

## **7. PRIX DU MARCHÉ**

### **7.1. Contenu des prix**

En complément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux prestations : équipements matériels et logiciels requis pour l'exécution des prestations (dont polices de caractère le cas échéant) et tous les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels, sur les sites de l'acheteur ou de l'hébergeur, nécessaires à la réalisation de ces prestations.

### **7.2. Nature et forme des prix**

Les prestations sont rémunérées par l'application d'un taux horaire HT par référence au bordereau de prix prévu à l'annexe financière 1, de l'acte d'engagement.

### **7.3. Révision des prix**

- Indice (I) de référence : Identifiant INSEE 010562685

L'indice retenu est « l'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rév. 2, niveau A17 RU) - Base 100 au T2 2017 ».

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'index de remplacement ;
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre FEI et le titulaire.

- D'adopter l'index de remplacement ;
- Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Ce nouvel indice est validé après échange de courriels y consentant entre FEI et le titulaire.

- Modalités de révision des prix :

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution des prestations.

Une révision de prix ne peut s'appliquer qu'au terme de la première année d'exécution du présent marché, à sa date d'anniversaire. Le terme de la première année d'exécution du marché est fixé par rapport à sa date de notification au titulaire.

Le titulaire peut, au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire d'exécution du marché, proposer à FEI (par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel) une évolution des conditions tarifaires (par comparaison à celles proposées lors de la consultation ou de la dernière révision tarifaire acceptée).

La demande de révision, éventuelle, formulée par le titulaire, est examinée par FEI par l'application de la formule suivante :

- $P = P_o \times (0,20 + 0,80 \times S/S_o)$

Dans laquelle :

**P** = prix révisé

**P<sub>o</sub>** = prix initial des prestations tel que défini au bordereau des prix

**S** = valeur de l'indice « salaires mensuels de base – identifiant INSEE 010562685 » connue au mois de la révision (mois en correspondance avec la date d'anniversaire du marché)

**S<sub>o</sub>** = valeur de l'indice « salaires mensuels de base – identifiant INSEE 010562685 » prise en référence le mois de la notification du marché

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le pouvoir adjudicateur (FEI) dispose d'un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de réception de la demande de révision du titulaire pour y donner suite (acceptation ou refus).

En cas d'acceptation par FEI, notifiée au titulaire, les prix ainsi révisés donnent lieu à l'établissement d'une nouvelle annexe n°1 à l'acte d'engagement, qui se substitue automatiquement à la précédente, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Les prix révisés prennent effet à compter du jour de cette notification si elle est différente de la date anniversaire.

## **8. PÉNALITÉS**

Des pénalités sont appliquées au titulaire en cas de non-respect de ses engagements contractuels. Ces pénalités dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS.

### **8.1. Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution de la prestation est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sauf faute de l'acheteur ou cas de force majeure, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

**P** = montant de la pénalité HT ;

**V** = montant HT de la prestation concernée ;

**R** = nombre de jours ouvrés entamés de retard.

Le montant de la pénalité ne peut pas dépasser 100% du montant de la prestation concernée.

## **8.2. Pénalité pour travail dissimulé**

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail. Le montant de la pénalité sera égal au montant des amendes encourues en application des articles L.8224- 1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail. Ce montant, imputé à titre prévisionnel sur la base du montant estimé par l'acheteur au moment de la constatation de l'infraction, sera régularisé lorsqu'il sera établi de manière certaine. Son application est cumulable avec toute autre forme de pénalité, et le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

## **9. MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **9.1. Dispositions générales**

L'acheteur se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire. Le délai de paiement est fixé à 30 jours conformément à l'article R. 2192-10 du CCP.

Le défaut de paiement dans le délai mentionné ouvre droit, sans formalités, à versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est fixé par l'article R. 2192-31 du CCP.

Il est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Il est rappelé que le montant réglé est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'acheteur au titre de la procédure adaptée, comme notamment l'application de pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **9.2. Modalités d'établissement des factures**

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- Les prestations effectuées ;
- Le cas échéant, la période concernée ;
- Le cas échéant, la (les) date(s) de réception des prestations ;
- Le montant HT et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;

Le taux de la TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre des réfections ou des pénalités seront déduites du montant TTC de la facture ou font l'objet d'un ordre de reversement.

### **9.3. Transmission des factures**

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L.2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du CCP.

**Le titulaire utilise** le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Ou saisir directement ses factures.

#### Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique

et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

#### **9.4. Nantissement ou cession de créances**

Les créances résultant du présent marché public peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions du code monétaire et financier et des articles R. 2191-45 à R. 2191-63 du CCP.

En cas de sous-traitance, le montant des prestations qu'il est envisagé de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est déduit du montant du marché que le titulaire pourra céder ou nantir.

En cas de sous-traitance en cours de marché, si le marché a été nanti sans intégrer cette sous-traitance, le titulaire doit restituer à l'acheteur l'exemplaire unique d'origine préalablement à l'acceptation, par l'acheteur, du sous-traitant.

#### **9.5. Échéancier et conditions de paiement**

Les prestations font l'objet d'un paiement mensuel à terme échu. Les factures seront établies sur la base des prix contenus dans l'annexe financière et après service-fait établi par le titulaire.

### **10. SOUS-TRAITANCE**

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences du Chapitre III du Titre IX du Livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie du CCP.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du représentant de l'adhérent l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché, le titulaire doit adresser à l'adhérent en envoi recommandé avec avis de réception postal ou contre récépissé, un dossier de demande comprenant :

- Une déclaration spéciale signée par le sous-traitant et le titulaire en utilisant l'imprimé DC4 élaboré par la direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie et disponible sur site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ou un document mentionnant : la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ; le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ; le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ; les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ; et comportant la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le représentant de la centrale d'achat ou de l'adhérent.

Les obligations qui incombent au titulaire dans ce cadre s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Lorsque le montant de la sous-traitance est supérieur ou égal à 600 € TTC, le sous-traitant est payé directement par l'acheteur.

Les personnels réalisant les prestations devront pouvoir à tout moment prouver, sur simple demande de l'acheteur, qu'ils sont bien dûment employés par le titulaire du marché, soit par un sous-traitant qui aurait été accepté par l'acheteur.

## 11. ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

## 12. CONFIDENTIALITÉ, SECRET PROFESSIONNEL, SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

### 12.1. Confidentialité et secret professionnel

Le titulaire qui, soit avant la notification, soit au cours de son exécution, a reçu la communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse et préalable du pouvoir adjudicateur, être communiqués à des tiers.

Il s'engage à ne pas divulguer les résultats de ses travaux sans l'autorisation expresse de la personne publique.

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité à laquelle il est tenu est passible de la mise en jeu de la responsabilité du titulaire et peut donner lieu à l'application des sanctions, et dans des cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

De même, il s'engage à restituer ou à détruire à la demande du service émetteur tout document relatif au présent marché.

Il ne pourra pas faire référence au marché signé avec l'acheteur sauf autorisation préalable écrite expresse. Toutefois, il pourra citer l'acheteur de manière générale à titre de référencement auprès d'autres clients.

Le titulaire garantit à l'acheteur la conformité de ses prestations, aux obligations résultant de la Loi Informatique et Liberté :

- Les supports informatiques et documents fournis par l'acheteur au titulaire restent la propriété de l'acheteur.
- Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- Et en fin de marché à restituer au titulaire tout document, image, fichier manuel ou informatisé et toute autre donnée relatifs aux prestations assurées.

À ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'acheteur.



L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### **12.2. Sécurité de l'information**

Le titulaire doit informer son personnel que tous les documents ou informations portés à sa connaissance sont confidentiels et n'ont pas à être divulgués même au-delà du terme du marché. L'acheteur pourra exiger la signature d'un engagement individuel de confidentialité dans les cas qu'elle jugera sensibles.

### **12.3. Protection des données à caractère personnel**

Certaines données transmises par FEI au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'encadrement de la relation entre FEI et le titulaire du marché devra faire l'objet de clauses contractuelles dédiées selon le modèle défini par la CNIL ou une proposition du titulaire.

## **13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Tous les travaux réalisés dans le cadre de ce marché deviendront la propriété exclusive de FEI qui aura seul le droit de les publier, de les reproduire par tous les moyens connus ou venant à être inventés, en totalité ou en partie, de les adapter et de les utiliser comme il l'entendra et de donner l'autorisation d'en tirer des citations, extraits étendus.

Si le titulaire désire incorporer aux travaux rédactionnels des documents déjà publiés ou inédits, il devra en fournir la liste à l'acheteur afin que celui-ci obtienne des détenteurs des droits d'auteur et de reproduction y afférent l'autorisation de publier ou d'adapter ces documents ; FEI en fera son affaire du paiement des droits exigés. Toutefois, FEI n'est pas tenu d'accepter les propositions du titulaire.

Le titulaire est responsable des documents de toute matière qui peuvent lui être confiés par FEI. En cas de perte ou de détérioration, il sera tenu de rembourser le montant de la perte ou le coût de la réparation. Les documents prêtés par FEI ne peuvent en aucun cas être utilisés à des fins personnelles.

## **14. CODE DU TRAVAIL**

En application de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire (soit chacun de ses membres en cas de groupement) doit remettre à l'acheteur tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents listés ci-après :

1. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
2. Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
  - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
  - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro

- d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## **15. RÉSILIATION DU MARCHÉ**

### **15.1. Application du chapitre 7 du CCAG-FCS**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail conformément au III de l'article 51 du même décret, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 39 du CCAG-FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent marché, l'acheteur serait en droit de résilier le marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 44 du CCAG-FCS.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et est assortie d'un délai.

Le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

### **15.2. Changements de situation au regard des interdictions de soumissionner**

En application de l'article L. 2195-4 du CCP, si le titulaire du présent marché se retrouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même texte ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le présent marché pour ce motif.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'acheteur. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

### **15.3. Manquement constaté par la CJUE**

En application de l'article L. 2195-5 du CCP, lorsque le marché public n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il peut être résilié par l'acheteur.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'acheteur. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## **16. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation et le CCAG-FCS, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent.

## **17. DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

En application de l'article R. 2112-3 du CCP et par dérogation aux articles 1 et 1.2. du CCAG-FCS, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.